

Depuis fin 2005, Elio Rodríguez est le nouvel ambassadeur de Cuba en Belgique. Après la difficile période des années 90, l'économie cubaine connaît un renouveau. Et la vague progressiste qui déferle sur l'Amérique latine permet au pays de sceller de nouvelles alliances, pour une coopération réellement solidaire.

Dans son discours du 1er mai, Fidel Castro parle d'erreurs qu'il faut corriger. De quelles erreurs parle-t-il et comment les corriger ?

Elio Rodríguez: Aucun processus révolutionnaire n'est parfait, le nôtre non plus. Au cours des 45 ans de révolution à Cuba, nous avons commis des erreurs, malgré le fait que la révolution est plus mûre et solide maintenant. Une des erreurs les plus urgentes à résoudre est la corruption. C'est un phénomène contre lequel notre gouvernement et le parti luttent en ce moment. Une autre erreur est le développement de mécanismes d'inefficacité et bureaucratiques qui nous empêchent de mieux progresser.

Comparé avec la période spéciale du début des années 90, Cuba a su maintenir son système de production vers le socialisme, tandis que les pays de l'Est ont implosé. Comment expliquez-vous cela ?

E. R. : Au début des années 90, nous nous trouvions dans une situation économique extrêmement grave. Nous avons perdu 85% de notre commerce qui se faisait avec les pays de l'Est européen et surtout avec l'Union soviétique. Nous avons perdu les matières premières et les pièces détachées pour notre industrie, tous produits en Union soviétique. Cela nous est arrivé dans un très bref délai, ce qui a provoqué chez nous une crise très sérieuse. Le niveau de vie à Cuba s'est détérioré. Aujourd'hui, la situation est très différente. Nous avons de bonnes perspectives économiques avec une croissance de 11,8% l'année dernière et des prévisions de plus de 10% pour cette année. Le niveau de vie des Cubains est donc en train de s'améliorer, comme le transport et la nourriture. Il n'y a plus de coupures d'électricité. Dans les années 90, il y avait souvent des coupures de 15 heures par jour. Nous avons beaucoup investi pour permettre aux Cubains de s'acheter des appareils électroménagers. Maintenant, de nouveau, les hôpitaux et les écoles sont équipés avec du matériel plus moderne.

Notre principale richesse, c'est la formation de ressources humaines. Cela nous permet d'aider les autres. Nous avons plus de 20 000 médecins cubains qui travaillent dans 68 pays.

Aujourd'hui, presque 1 000 médecins cubains sont au Pakistan pour assister la population après le terrible tremblement de terre. Nous soutenons la campagne d'alphabétisation au Venezuela, qui tente d'éradiquer l'analphabétisme, comme nous le faisons maintenant aussi en Bolivie.

La crise des années 90 nous a obligés à développer le tourisme, ce qui a provoqué plus d'inégalités sociales. Le concierge d'un hôtel gagnait plus qu'un ingénieur ou un médecin à cause des pourboires en dollars. La prostitution s'était développée. Nous étions obligés d'ouvrir notre marché aux investissements étrangers. Ces dernières années, nous continuons à lutter contre les inégalités. Les salaires des professeurs ont augmenté. Les retraites aussi. La sécurité sociale s'est améliorée. Les handicapés sont mieux soignés. Les gens se rendent compte que, malgré ses limites, la révolution a pu trouver une solution aux problèmes vitaux de la grande majorité des 11 millions de Cubains. Aux moments les plus critiques des années 90, aucun hôpital n'a fermé ses portes, toutes les écoles sont restées gratuites, tous les enfants ont pu garder l'accès aux services de santé. Les gens reconnaissent et respectent cela.

Nous ne sommes par contre toujours pas satisfaits des résultats du secteur agro-alimentaire. Le système des coopératives, les entreprises d'Etat et les producteurs privés peuvent être améliorés. Dans les années 60, avec la réforme agraire, la grande propriété terrienne a été abolie. Chaque paysan a obtenu un bout de terre. Mais aujourd'hui, nous devons améliorer l'efficacité des coopératives et des entreprises d'Etat. Nous ne sommes toujours pas autosuffisants sur le plan agro-alimentaire. Il faudra augmenter la productivité pour pouvoir faire face aux plus grandes sécheresses. Le changement du climat se ressent aussi chez nous.

Quand nous vous soutenons dans la campagne de libération des prisonniers politiques cubains aux Etats-Unis, certains nous répondent : «et les prisonniers politiques à Cuba ?»

E. R. : Ce sont deux thèmes différents. C'est difficile d'expliquer ça en Europe, parce qu'on ne pense pas en termes de guerre froide. A Cuba, la guerre froide est toujours très chaude. Nous sommes toujours confrontés au gouvernement des Etats-Unis qui veut publiquement achever la révolution cubaine par tous les moyens possibles. Cela nous oblige à nous défendre. Si des citoyens cubains reçoivent des centaines de millions de dollars du gouvernement américain pour travailler au service des Etats-Unis en finançant des activités subversives dans l'objectif d'en finir avec la révolution cubaine, nous sommes obligés de nous défendre. Souvent la presse dit qu'à Cuba on t'emprisonne parce que tu as des idées différentes. Ca c'est un grand mensonge. A Cuba les gens s'expriment librement, souvent ils sont en désaccord avec le gouvernement et l'expriment sur la voie publique. Ca ne pose pas de problème.

Le cas des cinq Cubains emprisonnés aux Etats-Unis est très différent. Ce sont cinq jeunes Cubains qui ont sacrifié leur jeunesse en allant aux Etats-Unis pour s'infiltrer dans les organisations terroristes, celles qui planifient des attaques contre Cuba. Ces cinq Cubains se sont infiltrés pour obtenir des informations et les transférer à Cuba pour empêcher ces actes. De plus, nous avons transféré ce type d'informations aux services de sécurité aux Etats-Unis, au FBI. Ces cinq jeunes ne font pas d'espionnage contre les Etats-Unis, ils n'essaient pas de voler des secrets militaires, ils cherchent seulement à obtenir des informations sur les actes terroristes contre Cuba. Ils ont été sévèrement jugés et sanctionnés à Miami dans un procès manipulé. Nous essayons de les faire libérer en allant en appel pour obtenir l'annulation du procès.

Vous dites que «le consensus de Washington appartient à l'histoire». Qu'est-ce que ça veut dire ?

E. R.: A un certain moment, on pensait que l'avenir de l'Amérique latine serait le néolibéralisme. Aujourd'hui, la situation a radicalement changé. L'application de la politique de Washington a mené à plus de pauvreté, plus d'inégalités. Cette politique a freiné le développement économique et social du continent. Aujourd'hui, toute l'Amérique latine est consciente de la nécessité d'une autre voie, une voie qui permet un développement réel des pays et l'abolition des immenses inégalités sociales.

Cuba, le Venezuela, la Bolivie... l'effet de domino continue ?

E. R.: Cuba a été capable de s'affronter au grand empire pour maintenir sa propre indépendance. Cela suscite le respect dans le monde entier. Cuba continue à être un exemple qui montre qu'il est possible de trouver une autre voie de développement, qu'il est possible de résister à l'impérialisme nord-américain. C'est ce que Cuba fait depuis plus de 40 ans. Maintenant il y a de nouveaux processus révolutionnaires en Amérique latine et, si nous pouvons aider ces processus, nous le ferons avec conviction. Il y a par exemple l'ALBA, (Alternative bolivarienne des Amériques) un traité de commerce entre les peuples, comme contrepoids de l'ALCA (Accord de libre Commerce des Amériques) qui défend le seul intérêt des Etats-Unis. L'ALBA est un processus économique qui permet la complémentarité économique entre les Etats et les peuples. Le Venezuela offre à Cuba du pétrole et de l'énergie à des prix plus bas que les prix du marché international. En échange, nous offrons une coopération au niveau de la santé. Il y a des milliers de médecins cubains qui travaillent gratuitement au Venezuela. C'est l'alternative à l'ALCA, qui signifie une subordination de l'Amérique latine aux intérêts des Etats-Unis. Nous voulons une coopération économique sur la base de la solidarité. La situation actuelle en Amérique latine nous est très favorable. Nous

avons maintenant beaucoup de partenaires dans la région. Cela nous aide à consolider notre propre révolution, notre propre développement. Malgré les hostilités des Etats-Unis et la politique de discrimination de la part de l'Union européenne vis-à-vis de Cuba, nous sommes plus forts que jamais.

Au niveau énergétique, Cuba a un avenir prometteur...

E. R.: Cette année est l'année de l'énergie à Cuba. Nous augmentons la production de pétrole. Nous développons aussi l'extraction de gaz à partir du pétrole. Cela nous permet de produire plus d'électricité. Mais nous investissons aussi dans l'énergie renouvelable, comme l'énergie solaire et éolienne. La production d'énergie sur base de la canne à sucre est prometteuse. Nous voulons être indépendants en ce qui concerne la production énergétique.

Comment avez-vous pu garder la foi révolutionnaire pendant tout ce temps ?

E. R.: Je suis toujours resté très optimiste pour le futur. Nous avons lutté contre le colonialisme espagnol, puis contre l'intervention nord-américaine. Nous avons fait la révolution contre le pouvoir néocolonial nord-américain, contre la dictature de Batista. Ensuite, nous nous sommes confrontés au blocus imposé par les Etats-Unis. C'est vrai que nous avons traversé de grandes difficultés, mais nous continuons à défendre toutes les belles choses que nous avons obtenues par cette révolution. Jamais on ne renoncera à ce qu'on a obtenu. On l'obtient seulement par le socialisme. Il ne suffit pas de penser à son propre bien-être, tandis qu'en Afrique des milliers de personnes meurent de faim, des millions d'enfants n'ont pas accès aux services de santé et d'éducation, des millions meurent du sida sans possibilités de se faire soigner. Cela ne peut pas être l'avenir de ce monde. J'aimerais dire aux jeunes de se battre pour un monde meilleur. Est-ce possible sous un régime capitaliste ? Non, sans aucun doute. Pour cela, nous continuons à défendre notre système social.